



Diffusion et Partage de l'Information Politique



Nous contacter

Ce que les labos donnent à nos médecins

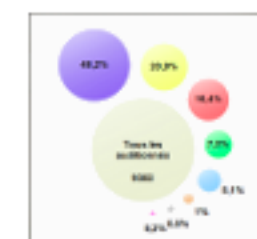
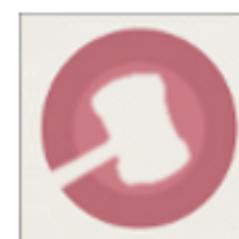


Les données de 2 800 000 avantages et conventions liant les laboratoires pharmaceutiques avec les médecins et praticiens de santé.

Plaidoyers & activités

- Promotion de l'Open Data
- Transparence des votes du Parlement
- Transparence du lobbying
- Notes juridiques
- Open Data Camp à Paris
- Gazouillis depuis l'hémicycle
- Événements

L'Open Data français mérite mieux qu'une transposition au rabais de la



Nous suivre



NosDéPUTÉS.FR

OBSERVATOIRE CITOYEN DE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE

[Les Députés](#)[Les Dossiers](#)[Les Citoyens](#)[FAQ](#)

Découvrez notre nouvelle initiative « La Fabrique de la Loi »

Bienvenue sur NosDéputés.fr

NosDéputés.fr est un site qui cherche à mettre en valeur l'activité parlementaire des députés de l'Assemblée nationale Française. En synthétisant les différentes activités législatives et de contrôle du gouvernement des élus de la nation, ce site essaie de donner aux citoyens de nouveaux outils pour comprendre et analyser le travail de leurs représentants.

Conçu comme une plateforme de médiation entre citoyens et députés, le site propose à chacun de participer et de s'exprimer sur les débats parlementaires. Au travers de leurs commentaires, les utilisateurs sont invités à créer le débat en partageant leur expertise lorsque cela leur semble utile. Peut-être pourront-ils ainsi nourrir le travail de leurs élus ?

Vous pouvez consulter l'activité de leurs collègues du [Sénat](#) sur notre autre initiative [Nos Sénateurs](#).

Toute l'équipe du collectif [RegardsCitoyens.org](#).

Le député du jour



Martial Saddier

Un autre député au hasard



Trouver son député



Pour retrouver votre député sur le site, vous pouvez saisir son nom.

Si vous ne le connaissez pas, indiquez votre code postal ou le nom de votre commune, et nous essaierons de le trouver pour vous :

Exemples : patrick, 77840, saint-herblain, trois rivières, ...



En ce moment à l'Assemblée nationale

agrément aidant archives **art** artistes-interprètes associatif **auteur**
autonomie avère âgée biocide bloc cci chambre cité



Activité parlementaire des 12 derniers mois





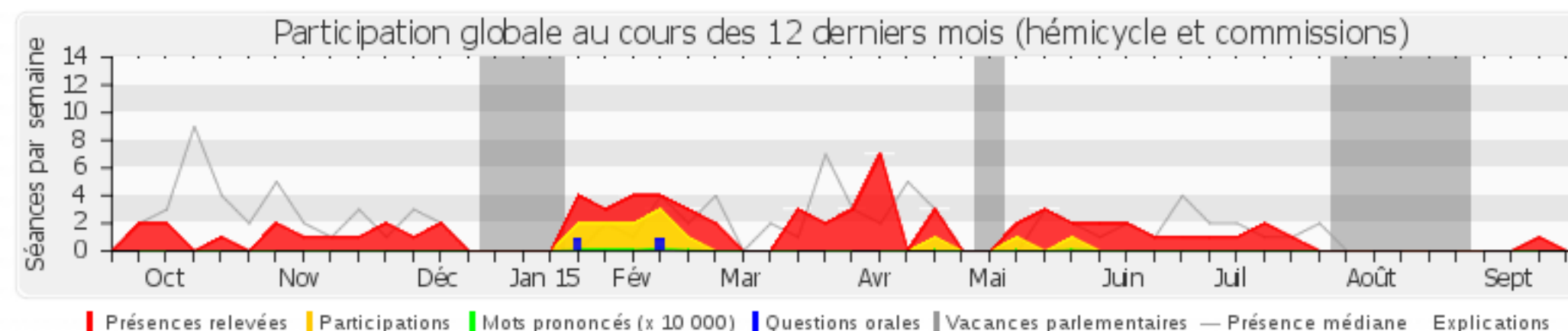
NosDéPUTÉS.FR

OBSERVATOIRE CITOYEN DE L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE

[Les Députés](#)[Les Dossiers](#)[Les Citoyens](#)[FAQ](#)

Découvrez notre nouvelle initiative « La Fabrique de la Loi »

Daniel Vaillant , député SRC de la 17ème circonscription de Paris



Activité (12 derniers mois) :

: 33

: 64

: 13

: 3

: 8

: 0

: 0

: 16

: 0

: 2

Informations

Mandat en cours depuis le 20 juin 2012

Sa page NosDéputés.fr pour l'ancienne législature

Groupe politique : Socialiste, Républicain et Citoyen (membre)

Parti politique (rattachement financier) : Parti socialiste

Profession : Technicien biologiste

Page sur le site de l'Assemblée nationale

Page sur Wikipédia

Sur Twitter

Responsabilités

Commission permanente :

Lois constitutionnelles, législation et administration générale de la république (membre)

Fonctions judiciaires, internationales ou extra-parlementaires :

Conseil d'orientation de l'observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (membre titulaire)

Travaux législatifs

Ses derniers dossiers

Suivre l'activité du député



par email



par RSS



sur mon site

Champ lexical (sur 12 mois)

organisateur police préfet renseignement

Tous ses mots

Productions parlementaires

Ses derniers rapports

Ce député n'a déposé aucun rapport.

Ses dernières propositions de loi

Ce député n'a déposé aucune proposition de loi.

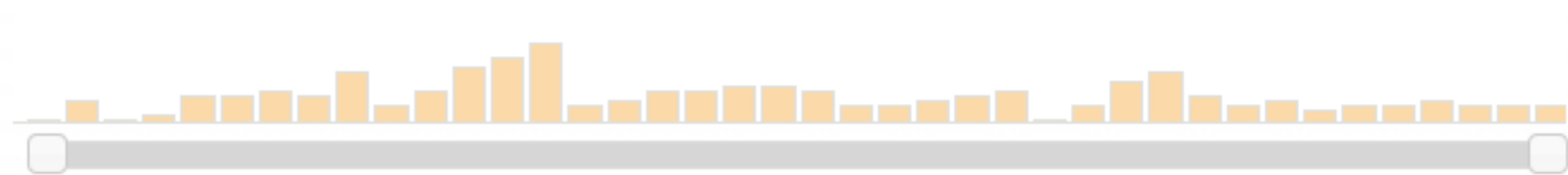
Découvrez notre nouvelle initiative « La Fabrique de la Loi »

matières premières agricoles

Rechercher

Résultats pour « *matières premières agricoles* »

Affiner par date : entre juin 2012 et septembre 2015



Résultats 1 à 20 sur 1895 **triés par pertinence** — trier par date

Amendement N° CF-116 au texte N° 566 - ARTICLE PREMIER (rejeté)

Après l'alinéa 10, il est inséré un 3° ainsi rédigé : « 3° Tout investissement dans des fonds indexés, même partiellement, sur des *matière premières agricoles* et toute opération financière sur les contrats financiers dont le sous-jacent est une *matière première agricole*, à l'exception des contrats sur les marchés dérivés de *matières premières agricoles* qui répondent à des besoins de couverture légitime des risques liés à l'activité *agricole*. » M. Nicolas Sansu, M. Gaby Charroux

Consulter

Amendement N° 51 au texte N° 1091 - ART. PREMIER (Retiré)

Le présent projet de loi interdit les opérations à terme sur les marchés *agricoles* dans la filiale mais omet d'interdire les activités spéculatives menées sur les marchés de *matières premières agricoles* menées pour le compte de clients. Compte tenu de l'impact direct de ces activités spéculatives sur la sécurité alimentaire mondiale, le présent amendement propose de corriger cette lacune. Rédiger ainsi l'alinéa 35 :« 2° Tout investissement dans des fonds indexés, même partiellement, sur

Consulter

Amendement N° CE1036 au texte N° 1548 - ART. 6 (Adopté)

En cohérence avec la loi de séparation bancaire promulguée au mois de juillet 2013, cet amendement vise à exiger des coopératives la même obligation de transparence que les établissements bancaires quant à leurs activités sur les marchés de produits de dérivés sur les *matières premières agricoles*.Les coopérateurs sont en droit de connaître les activités menées par leurs coopératives sur ces marchés via leurs filiales et holdings.Les coopératives devront indiquer dans leur rapport - prévu à l

Consulter

Amendement N° 59 au texte N° 707 - ART. PREMIER (Rejeté)

Le projet de loi interdit les opérations à terme sur marchés *agricoles* dans la filiale.Mais l'essentiel de la spéculation restera réalisée dans la maison mère, puisque toutes les activités menées pour le compte de clients sont définies dans le projet de loi comme étant« utiles », et ne seraient donc pas concernées par la filialisation, quand bien même ces activités seraient, par nature, spéculatives.Sur un sujet aussi sensible que les marchés de *matières premières agricoles*, dont les activités

Consulter

Amendement N° 112 au texte N° 707 - ART. PREMIER (Rejeté)

Le présent projet de loi interdit les opérations à terme sur les marchés *agricoles* dans la filiale mais omet d'interdire les activités spéculatives menées sur les marchés de *matières premières agricoles* pour le compte de clients. Sans méconnaître les difficultés soulevées par cette question, mais compte tenu de l'impact qu'ont ou peuvent avoir ces activités spéculatives sur la sécurité alimentaire mondiale, le présent amendement propose de corriger cette lacune en posant le principe de l

Consulter

Amendement N° 277 au texte N° 707 - ART. PREMIER (Retiré)

S'abonner aux résultats de cette recherche



par email



par RSS

Rechercher par législature

 13^{ème} législature

 14^{ème} législature

Affiner la recherche

Filtrer par type de résultat

-  Interventions (692)
-  Questions écrites (684)
-  Documents parlementaires (268)
-  Amendements (242)
-  Commentaires (9)

Filtrer par député

-  Brigitte Allain (45)
-  Danielle Auroi (43)
-  Pierre Morel-a-l'huissier (40)
-  Martial Saddier (37)
-  Charles De Courson (34)
-  Veronique Louwagie (33)
-  Denis Baupin (32)
-  Eric Alauzet (32)
-  Marc Le Fur (32)
-  Paul Molac (32)
-  Barbara Pompili (29)
-  Michele Bonneton (29)
-  Francois-michel Lambert (28)
-  Laurence Abeille (28)
-  Francois De Rugy (27)
-  Jean-louis Roumegas (25)
-  Thierry Benoit (25)
-  Christophe Cavad (24)
-  Eva Sas (24)
-  Gilles Lurton (24)
-  Jean-jacques Candelier (24)
-  Jean-pierre Decool (24)
-  Noel Mamere (24)
-  Sergio Coronado (24)
-  Dominique Potier (23)
-  Maurice Leroy (23)



Les parlementaires font-ils la loi ?

Explorez l'évolution de la loi au fil de la procédure parlementaire avec La Fabrique de la Loi !

Explorer plus de 290 textes de lois *

* parmi 415 promulgués depuis 2010
faute d'OpenData officielle

Les derniers textes débattus

Renseignement

1156 amendements

Économie réelle

518 amendements

Géolocalisation

115 amendements

Les textes les plus amendés

Mariage pour couples de personnes
du même sexe

9201 amendements

Collectivités territoriales

2122 amendements

Élection et modification du
calendrier électoral

2043 amendements

Article 4 bis A

Titre 1 : Séparation des activités utiles au financement de l'économie des activités spéculatives

2^{ère} Lecture · Assemblée · Hémicycle

Article réintroduit à cette étape

- La liste des États et territoires non coopératifs, tels que définis à l'article 238-0 A du code général des impôts, fait l'objet d'un débat chaque année devant les commissions permanentes compétentes en matière de finances et d'affaires étrangères de l'Assemblée nationale et du Sénat, en présence du ministre chargé des finances.



PJL Activités bancaires

Dossier Sénat

Loi sur Légifrance

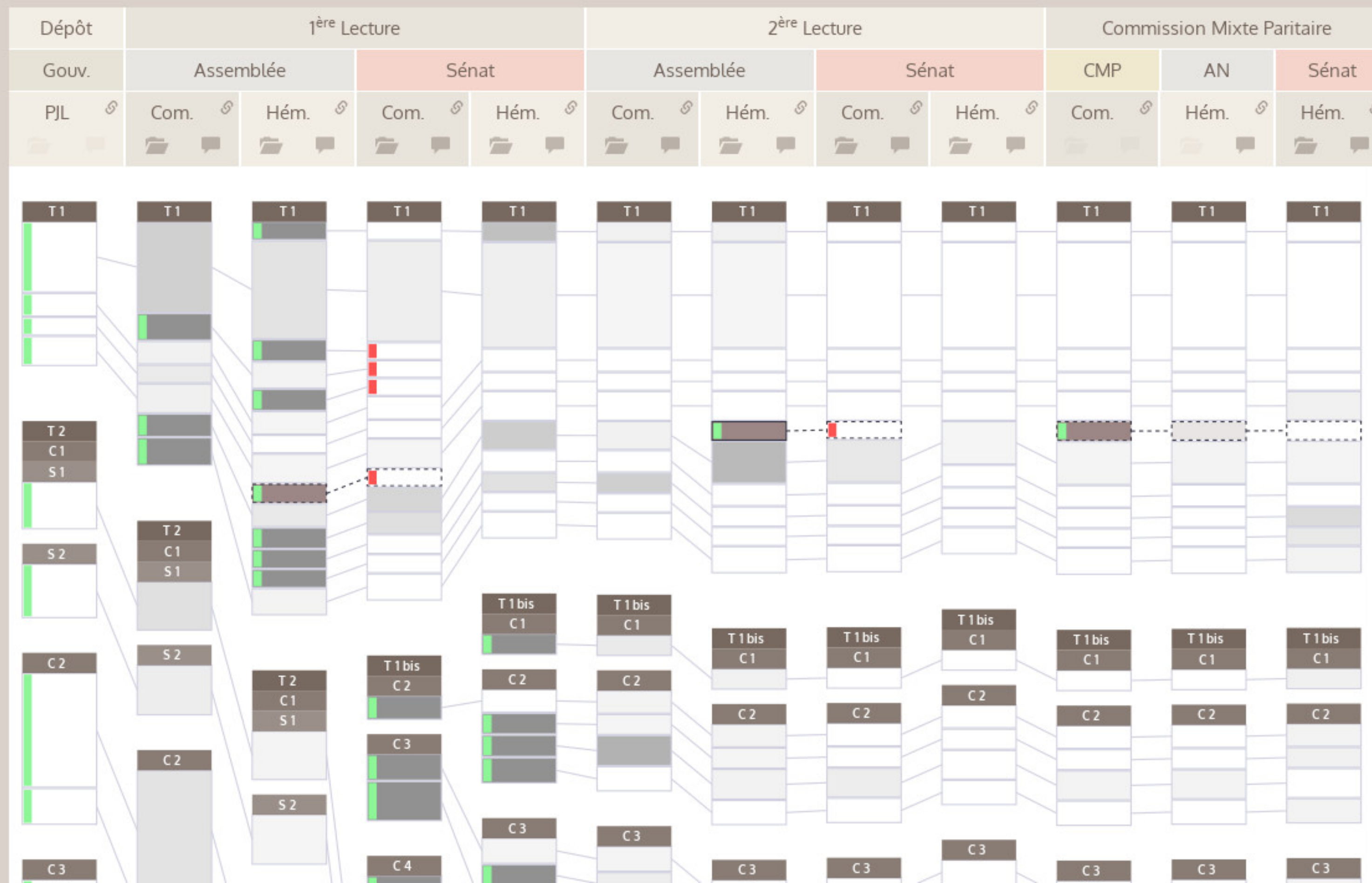
Dossier Assemblée

Open Data / Git

< Voir la chronologie du texte

Vue compacte ▾

?



Article 4 bis A

Titre 1 : Séparation des activités utiles au financement de l'économie des activités spéculatives

2^{ème} Lecture • Assemblée • Hémicycle

Article réintroduit à cette étape

- La liste des États et territoires non coopératifs, tels que définis à l'article 238-0 A du code général des impôts, fait l'objet d'un débat chaque année devant les commissions permanentes compétentes en matière de finances et d'affaires étrangères de l'Assemblée nationale et du Sénat, en présence du ministre chargé des finances.



PJL Activités bancaires

[Dossier Sénat](#)

[Loi sur Légifrance](#)

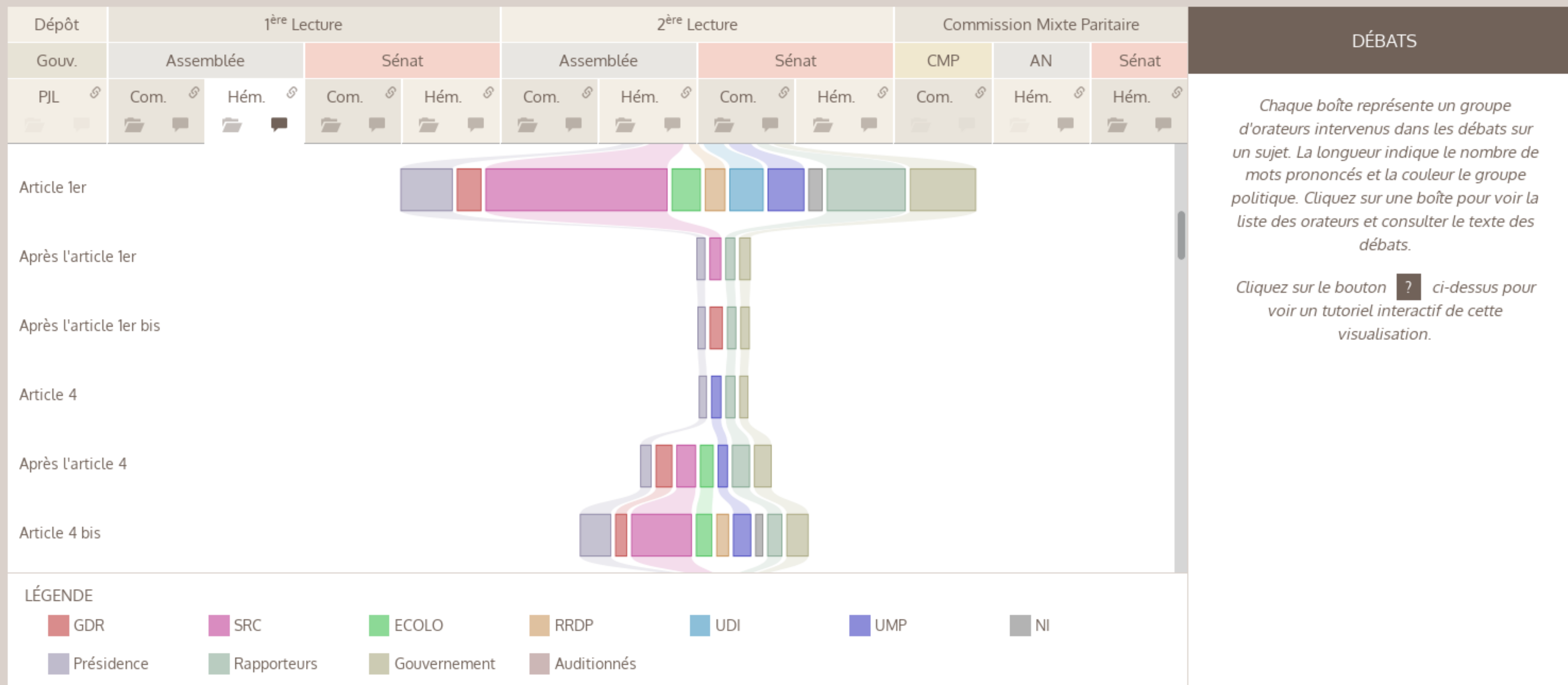
[Dossier Assemblée](#)

[Open Data / Git](#)

[< Voir les articles du texte](#)

Vue « échiquier politique » ▼

?



Chaque boîte représente un groupe d'orateurs intervenus dans les débats sur un sujet. La longueur indique le nombre de mots prononcés et la couleur le groupe politique. Cliquez sur une boîte pour voir la liste des orateurs et consulter le texte des débats.

Cliquez sur le bouton **?** ci-dessus pour voir un tutoriel interactif de cette visualisation.

Séparation et régulation des activités bancaires

Article 4 bis



Denis Baupin, président

La parole est à M. Éric Alauzet, premier orateur inscrit sur l'article 4 bis.

[Laisser un commentaire](#)



Éric Alauzet

[Debut de section - Permalien](#)

Nous sommes encore loin de la fin de ce débat mais, au moment d'aborder l'article 4 bis, je souhaite signaler l'importance de ce que nous avons décidé en commission. L'instauration de la transparence pour l'ensemble des activités bancaires des filiales de banques françaises dans tous les pays, sans stigmatiser aucun d'entre eux, est une avancée colossale, que nous pouvons tous saluer sur ces bancs, en tout cas à gauche.

J'insiste sur la dimension collective de notre action. Vous n'avez pas seulement accepté cette transparence, monsieur le ministre : je sais que vous y étiez sensible et que vous auriez pu, dans d'autres circonstances, faire vous-même cette proposition. C'est une avancée commune. Je pense que vous pourrez la faire valoir au niveau de l'Europe ; elle se renforcera si nos partenaires européens empruntent le même chemin.

Comme nous avons beaucoup d'appétit, nous n'en resterons pas là et nous essaierons d'aller un peu plus loin, en espérant ne pas vous donner de regrets. Nous avons tous conscience que les paradis fiscaux sont une cause majeure de la difficulté des pays occidentaux ; cette évasion fiscale est pour une large part à l'origine de l'austérité dans nos pays. C'est parce que cet argent manque à notre économie et à nos entreprises que nous avons envie d'aller aussi loin que possible et que nous ferons de nouvelles propositions au cours du débat.

[Laisser un commentaire](#)



Denis Baupin, président

La parole est à M. Yann Galut.

[Laisser un commentaire](#)



Yann Galut

Pour la première fois dans notre histoire politique, nous allons introduire dans notre droit un contrôle de l'activité des banques françaises dans les paradis fiscaux. Il s'agit d'une avancée considérable dont nous devons mesurer la portée. Au moment où nous demandons à chaque Français de participer à l'effort national, nous ne pouvons rester sans réaction face aux paradis fiscaux qui pillent nos ressources en toute impunité. Comment peut-on continuer à accepter que 30 à 60 milliards de la richesse de la France soient transférés illégalement, avec la complicité de banques et d'entreprises, dans ces paradis fiscaux ?

Les chiffres de l'évasion fiscale donnent en effet le tournis. Si elle a été évaluée à 30 milliards d'euros en 2007 par la Cour des comptes, la commission d'enquête parlementaire du Sénat avance à présent le chiffre de 60 milliards. Ce chiffre doit être rapproché des 40 milliards annuels d'intérêts de notre dette : sans l'évasion fiscale, le poids de la dette ne serait pas de 90 mais de 60 % du PIB. Au niveau européen, cette évasion est estimée à 200 milliards d'euros par an, soit deux fois le budget de l'Union ! Au niveau mondial, on estime que 10 000 à 12 000 milliards d'euros disparaissent dans les paradis fiscaux !

Les paradis fiscaux reviennent à loger les bénéfices dans les pays tiers et à laisser les coûts dans les pays à forte fiscalité. C'est inacceptable. De même, on peut s'interroger sur l'installation de filiales dans des paradis fiscaux pratiquée par certaines entreprises françaises : BNP-Paribas y posséderait 150 établissements, France Télécom soixante-trois, Carrefour trente-deux, Michelin vingt-sept, pour ne citer que ces exemples.

Le Gouvernement a accepté en commission un amendement qui fera date, obligeant les banques à déclarer le nom et la nature de leurs activités, leur produit net bancaire et leurs effectifs. C'est un premier pas, que nous devons amplifier. Ne pourrions-nous exiger des banques qu'elles communiquent aussi les bénéfices réalisés ainsi que les impôts versés au Gouvernement dans chaque lieu d'activité ? Ces deux autres critères permettraient de mieux déterminer le volume de l'évasion fiscale, pour mieux lutter contre ce phénomène.

En conclusion, monsieur le ministre, je tiens à saluer cette première avancée extrêmement importante – que l'on pourrait même qualifier d'historique – mais je souhaite que nous envisagions d'aller plus loin.

[Laisser un commentaire](#)





N° 1949

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

THÉRIER LEGISLATION

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 6 octobre 2009.

RAPPORT

FAIT

AU NOM DE LA COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LEGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE SUR LE PROJET DE LOI (N° 1890) RATIFIANT L'ORDONNANCE N° 2009-935 DU 29 JUILLET 2009 PORTANT RÉPARTITION DES SIÈGES ET DÉLIMITATION DES CIRCONSCRIPTIONS POUR L'ÉLECTION DES DÉPUTÉS,

PAR M. CHARLES DE LA VERPILLIÈRE,

Député.

-- Résultats par bureau de vote Législatives 2007 Tour 1

--

--

-- Champ 1 : N° tour

-- Champ 2 : Code département

-- Champ 3 : Code de la commune

-- Champ 4 : Nom de la commune

-- Champ 5 : N° de bureau de vote

-- Champ 6 : Inscrits

-- Champ 7 : Votants

-- Champ 8 : Exprimés

-- Champ 9 : N° de dépôt du candidat

-- Champ 10 : Nom du candidat

-- Champ 11 : Prénom du candidat

-- Champ 12 : Code nuance du candidat

-- Champ 13 : Nombre de voix du candidat

--

1;01;001;L'Abergement-Clémenciat;0001;598;353;347;2;LE MAOUT;Hervé;MPF;7

1;01;001;L'Abergement-Clémenciat;0001;598;353;347;4;VOISIN;Michel;UMP;179

1;01;001;L'Abergement-Clémenciat;0001;598;353;347;5;MONTESSUIT;Claude;VEC;10

1;01;001;L'Abergement-Clémenciat;0001;598;353;347;10;DE LACHEISSERIE;Jean-Loup;FN;20

1;01;001;L'Abergement-Clémenciat;0001;598;353;347;17;GREFFET;Christophe;SOC;80

1;01;001;L'Abergement-Clémenciat;0001;598;353;347;18;BURGAT;Jacqueline;COM;6

1;01;001;L'Abergement-Clémenciat;0001;598;353;347;25;DRACOS;Electre;EXG;1

1;01;001;L'Abergement-Clémenciat;0001;598;353;347;33;MICHAUD;Christel;ECO;2

1;01;001;L'Abergement-Clémenciat;0001;598;353;347;37;CORMORECHE;Pierre;UDFD;26

1;01;001;L'Abergement-Clémenciat;0001;598;353;347;45;MANDRAS;Marie-Françoise;CPNT;3

1;01;001;L'Abergement-Clémenciat;0001;598;353;347;49;VACLE;Catherine;EXG;13

1;01;002;L'Abergement-de-Varey;0001;205;146;145;1;PIDOUX;Catherine;RDG;25

1;01;002;L'Abergement-de-Varey;0001;205;146;145;3;DE LA VERPILLIERE;Charles;UMP;62

1;01;002;L'Abergement-de-Varey;0001;205;146;145;9;DE LACHEISSERIE;Nicole;FN;10

Partie du 10^e arrondissement municipal située au nord d'une ligne définie par l'axe des voies ci-après, à partir de la limite du 5^e arrondissement municipal de Marseille : boulevard Jean-Moulin, avenue de la Timone, voie de chemin de fer, autoroute Est A50, rue d'André-Bardon, avenue Florian, lit de l'Huveaune vers l'amont, traverse de la Roue, place Guy-Duran, rue Pierre-Doize, chemin des Prud'hommes, boulevard du Général-Mangin, résidence Lycée Est incluse, chemin de la Valbarelle à Saint-Marcel jusqu'en limite du 11^e arrondissement municipal ; 11^e arrondissement municipal ; partie du 12^e arrondissement municipal située au sud d'une ligne définie par l'axe des voies ci-après, à partir de la limite du 4^e arrondissement : avenue de Montolivet, boulevard Gillet, boulevard Louis-



Annexe 1

VILLE DE NOUË

Le tableau de NOUË est d'usage des bureaux de vote pour les élections ci-dessous :

1^{er} Canton

1^{er} Bureau : NOUË, 01 VOTU
2nd Bureau : CORVET
3rd Bureau : ROSETTE
4th Bureau : BOURGNE

5th Bureau : LE CHATEAU
6th Bureau : LA COMBESSE
7th Bureau : VILLIARD
8th Bureau : LE PORT
9th Bureau : STALDARD
10th Bureau : FURET
11th Bureau : CARNOT
12th Bureau : HANCOU FLAHE
13th Bureau : LYNDIA
14th Bureau : PAPON
15th Bureau : BOURGNE

- 5th Bureau : NOUË, 01 VOTU
- 6th Bureau : CORVET
- 7th Bureau : ROSETTE
- 8th Bureau : BOURGNE
- 9th Bureau : LE CHATEAU
- 10th Bureau : LA COMBESSE
- 11th Bureau : VILLIARD
- 12th Bureau : LE PORT
- 13th Bureau : STALDARD
- 14th Bureau : FURET
- 15th Bureau : CARNOT
- 16th Bureau : HANCOU FLAHE
- 17th Bureau : LYNDIA
- 18th Bureau : PAPON
- 19th Bureau : BOURGNE

2nd Canton

1^{er} Bureau : NOUË
2nd Bureau : FELIX FAURE
3rd Bureau : PAUL LANGE
4th Bureau : BOURGNE
5th Bureau : GAILLARD
6th Bureau : CARRASCO
7th Bureau : BOURGNE
8th Bureau : MARCHEL PICH
9th Bureau : LAURENT
10th Bureau : BOURGNE
11th Bureau : BOURGNE
12th Bureau : BOURGNE
13th Bureau : BOURGNE
14th Bureau : BOURGNE
15th Bureau : BOURGNE

- 1^{er} Bureau : NOUË
- 2nd Bureau : FELIX FAURE
- 3rd Bureau : PAUL LANGE
- 4th Bureau : BOURGNE
- 5th Bureau : GAILLARD
- 6th Bureau : CARRASCO
- 7th Bureau : BOURGNE
- 8th Bureau : MARCHEL PICH
- 9th Bureau : LAURENT
- 10th Bureau : BOURGNE
- 11th Bureau : BOURGNE
- 12th Bureau : BOURGNE
- 13th Bureau : BOURGNE
- 14th Bureau : BOURGNE
- 15th Bureau : BOURGNE

Annexe 1

Annexe 1

DENOMINATION, NUMEROTATION ET LOCALISATION DES BUREAUX DE VOTE

1 ^{er} HOTEL DE VILLE Salle des Mairies Antenne VI Sud-Ouest 2ème circonscription	11ème BEAUVAIS I Ecole Maternelle 4 rue de l'Église Antenne VI Sud-Ouest 2ème circonscription	21ème DAMENOT Ecole Primaire Saint-Maurice A Rue Zola Antenne II Nord-Ouest 1ère circonscription
2ème NOUË DAME Ecole Maternelle 25, rue de la Vierge Antenne V Sud-Est 2ème circonscription	12ème BEAUVAIS E Ecole Primaire 2, rue de l'Église Antenne VI Sud-Ouest 2ème circonscription	22ème CARRASCO I Ecole Primaire Saint-Maurice B 15, rue Cagnard Antenne II Nord-Ouest 1ère circonscription
3ème MAZELIERE MICHELIS Lycée rue Vincent Auriol Antenne VI Sud 2ème circonscription	13ème SAINT-ROCHE I Ecole Primaire A 1, rue de la Demi-Lune Antenne VI Sud-Ouest 2ème circonscription	23ème FAUBOURG DE NOUË I Ecole Primaire A 147, rue du Fg de Nem Antenne I Ouest 1ère circonscription
4ème SAINT-LEU Ecole Primaire 17, rue de la Vierge Antenne II Nord-Ouest 2ème circonscription	14ème NOUË Ecole Primaire A Rue Rigault Antenne V Sud-Est 2ème circonscription	24ème PÉRIOT SAINT-JEAN Ecole Primaire 15-17, rue de la Vierge Antenne VI Sud-Ouest 2ème circonscription
5ème SAINT-DENIS Ecole Maternelle Rue Henry Dumas Antenne I Ouest 1ère circonscription	15ème JEAN MAZELIERE Ecole Maternelle 35, rue Jean Mazel Antenne V Sud-Est 2ème circonscription	25ème SAINT-JACQUES I Ecole Primaire 124, 125, rue St-Acheul Antenne IV Est 1ère circonscription
6ème SAINT-HOMME Immeuble Communal 175, rue Saint-Hippolyte Antenne VI Sud 2ème circonscription	16ème ROBERT DE LUXEMBOURG Gymnase du Lycée 4 bis rue Le Mans Antenne IV Est 1ère circonscription	26ème SAINT-JACQUES E Ecole Primaire 124 - 125, rue St-Acheul Antenne IV Est 1ère circonscription
7ème HENRI LANGE Ecole Maternelle 163, rue Desperch Antenne VI Sud 2ème circonscription	17ème SAINT-PAUL I Ecole Primaire 7 à 11, rue de la Vierge Antenne V Sud-Est 2ème circonscription	27ème L'ÉGLISE Immeuble Communal Rue Saint-Léger Antenne II Nord-Ouest 1ère circonscription
8ème ANDRÉ BERNARD Ecole Maternelle 253, rue Saint-Paul Antenne VI Sud 2ème circonscription	18ème LA VALLÉE Groupe Scolaire 78, rue Léopold d'Assy Antenne II Nord-Ouest 1ère circonscription	28ème MONTIERES Ecole Maternelle Jules Verne 375, rue d'Assy Antenne I Ouest 1ère circonscription
9ème SAINT-ROCHE II Ecole Primaire 121, rue de la Vierge Antenne VI Sud-Ouest 2ème circonscription	19ème SAINT-PIERRE I Ecole Primaire 108, Chaussée St-Pierre Antenne II Nord-Ouest 1ère circonscription	29ème MONTIERES Ecole Primaire 216, rue André Aron Antenne I Ouest 1ère circonscription
10ème ANDRÉ CHENIER Ecole Maternelle 18, rue André Chenier Antenne VI Sud 2ème circonscription	20ème PAUL VINCENT I Ecole Primaire 17, rue Léopold d'Assy Antenne II Nord-Est 2ème circonscription	30ème BOUVILLERIE Groupe Scolaire 783, rue de la Vierge Antenne V Sud-Est 2ème circonscription

	A	B	C	D
3	Arrêté Préfectoral du 31.08.2009			
4	CANTON	CI	N°	ADRESSES
5				
6	Belsunce	3	0101	Palais de la Bourse - 9 La Canebière
7	Belsunce	3	0102	E. Mat. Hôtel des Postes - 2 Pce de l'Hôtel des Postes
8	Belsunce	3	0104	E. Mat. Parmentier - 7 Rue Parmentier
9	Belsunce	3	0121	Palais de la Bourse - 9 La Canebière
10	Belsunce	3	0122	Palais de la Bourse - 9 La Canebière
11	Belsunce	3	0125	Palais de la Bourse - 9 La Canebière
12	Belsunce	3	0126	Espace Canebière - 6 / 8 Rue Sénac
13	Belsunce	3	0127	E. Elém. St Savournin - 62 Rue St Savournin
14	Belsunce	3	0128	E. Elém. St Savournin - 62 Rue St Savournin
15				
16				
17	es Gds Carmes	3	0141	E. Elém. Korsec - Entrée 3 Rue François Bazin
18	es Gds Carmes	3	0142	E. Elém. Korsec - Entrée 3 Rue François Bazin
19				
20				
21	es Cinq Avenue	1	0181	E. Elém. Korsec - Entrée 3 Rue François Bazin
22	es Cinq Avenue	1	0182	E. Elém. Abeilles Annexe - 40 Rue des Abeilles
23	es Cinq Avenue	1	0183	E. Elém. Abeilles Annexe - 40 Rue des Abeilles
24	es Cinq Avenue	1	0184	E. Elém. Abeilles - Entrée 11 Rue des Abeilles
25	es Cinq Avenue	1	0186	E. Elém. Abeilles - Entrée 11 Rue des Abeilles
26	es Cinq Avenue	1	0187	E. Mat. Consolat - 160 Rue Consolat
27	es Cinq Avenue	1	0188	E. Elém. Leverrier - 8 Pce Leverrier

ADDRESS:

003-02

[illegible]



Étude sur le redécoupage électoral

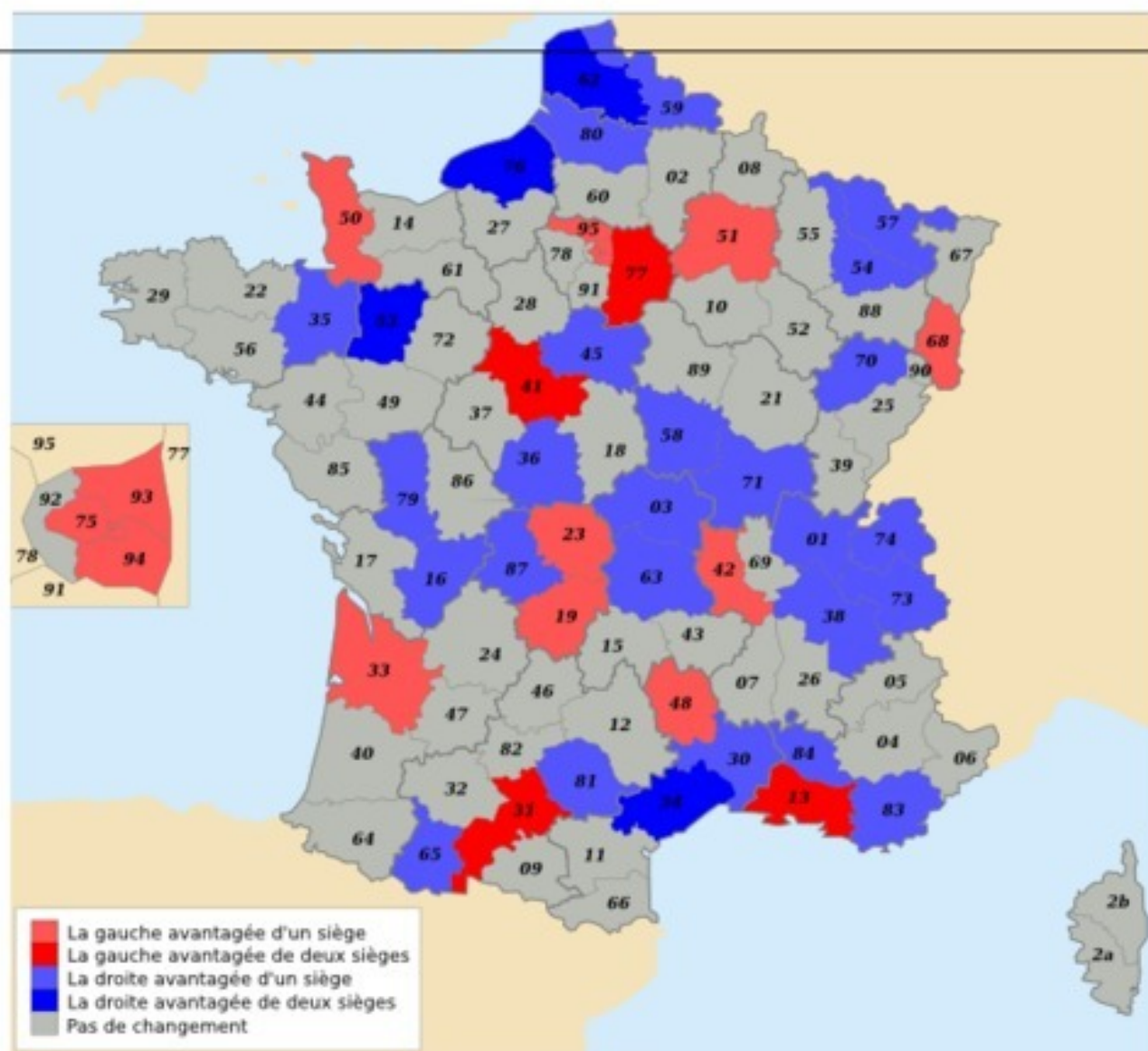
Une initiative de Regards Citoyens

Le collectif [Regards Citoyens](#) a étudié l'impact du redécoupage de la carte législative sur la répartition des sièges de l'hémicycle à l'Assemblée nationale. L'étude se fonde sur la réutilisation des résultats des élections législatives 2007 : en réattribuant un par un les bureaux de votes de chaque ville à leurs nouvelles circonscriptions, il est possible de donner une estimation des changements politiques possibles du fait du redécoupage. Voici les résultats synthétiques de cette analyse :

	Résultats 2007	Evaluation 2012
Droite	346 (59,97%)	355 dont 9 pour les français de l'étranger (61,53%)
Modem	3 (0,52%)	4 dont 0 pour les français de l'étranger (0,69%)
Gauche	228 (39,51%)	218 dont 2 pour les français de l'étranger (37,78%)

Mise-à-jour du 20 décembre 2009 : L'étude a pu être affinée grâce aux remarques de certains de nos visiteurs. Grâce à ces remarques, les résultats des départements de la Haute-Garonne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Réunion et des Yvelines ont pu être consolidés.

Mise-à-jour du 12 janvier 2010 : L'étude a été complétée des données de population issues du recensement 2007 de l'INSEE ([source](#)).



Cliquez sur un département pour lire ses résultats

Nord (59)

Circonscription	Résultats 2007	Découpage 2012
1	PS	PS
2	PS	PS
3	PS	PS
4	UMP	UMP
5	UMP	UMP
6	UMP	UMP
7	Nouveau Centre	Indéfini à Droite
8	PS	PS
9	UMP	UMP
10	Divers Droite	Divers Droite
11	PS	PS
12	Divers Gauche	PS
13	PS	Indéfini à Gauche
14	UMP	UMP
15	UMP	UMP
16	Communistes	Communistes
17	PS	Indéfini à Gauche
18	UMP	UMP
19	PS	PS
20	Communistes	Communistes
21	UMP	UMP
22	PS	supprimée
23	UMP	supprimée
24	PS	supprimée

Synthèse

Droite	-1 siège
Gauche	-2 sièges
Avantage	Droite +1

Les départements et territoires d'Outre-mer :

[Guadeloupe, Saint-Barthélemy et Saint-Martin](#) [Martinique](#) [Guyane](#) [Réunion](#)
[Mayotte](#) [Nouvelle Calédonie](#) [Polynésie](#) [Wallis-et-Futuna](#) [Saint-Pierre-et-Miquelon](#)

Méthodologie et explications

Origine des données

Cette étude, débutée il y a tout juste deux mois, a été réalisée à partir de la réutilisation de données issues : du [rapport du député Charles de La Verpillière](#), du [Ministère de l'Intérieur](#), de [l'INSEE](#) et de Mairies Françaises. Pour l'estimation de la répartition des sièges pour les Français de l'étranger, nous nous sommes référés à l'étude menée par [Le Monde](#).



La numérisation est terminée : les 11 095 extraits de déclarations ont été saisis en moins d'une semaine par près de 8 000 personnes.



Déclaration de Daniel Raoul

Partie 9 / 12

Fonctions et mandats électifs

8° Les fonctions et mandats électifs exercés à la date de l'élection :

Identification des fonctions et mandats électifs	Date de début et de fin de fonction et mandats électifs	Rémunérations, indemnités ou gratifications perçues
Conseiller délégué de la Ville d'Angers	2008-2014	
Vice Président de Communauté d'Agglo	2008-2014	
Sénateur	2001 Election 2011 Renouvellement 2017 Fin de mandat	

9° Les noms des collaborateurs parlementaires ainsi que les activités déclarées par eux :

Noms des collaborateurs parlementaires	Identification de l'employeur ou de la	Description d'exercice de l'activité professionnelle
--	--	--

 [Lien permanent vers cet extrait de déclaration](#)

Saisir les informations

Merci de saisir ci-dessous une ligne par fonction ou mandat déclaré par le parlementaire.

Pour supprimer une ligne, cliquez sur le bouton « ✕ » de la ligne correspondante.

Si le parlementaire n'a rien saisi ou a indiqué « Néant », cliquez sur le bouton « Valider le formulaire vide ».

Identification des fonctions et mandats électifs	Date de début et de fin de fonction de mandats électifs	Rémunérations, Indemnités ou gratifications perçues	
Fonction ou mandat n°1	Dates de début et de fin n°1	Rémunération n°1	
Fonction ou mandat n°2	Dates de début et de fin n°2	Rémunération n°2	

[Signaler un problème ▼](#)[Valider le formulaire vide ➤](#)[Changer de déclaration](#)

Si vous avez le sentiment que nous avons mal détecté cette partie ou qu'il manque des informations, merci de nous l'indiquer en cliquant sur « Signaler un problème », nous vous proposerons un autre extrait de déclaration à saisir.

[Un doute ou une question ? cliquez ici pour lire les Questions Fréquentes.](#)

L'étude issue de l'exploitation de ces données a été publiée le 17 mars 2011. Vous pouvez la consulter à l'adresse suivante : <http://www.regardscitoyens.org/transparence-france/etude-lobbying/>

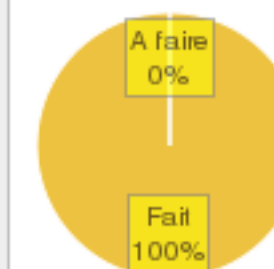
Numérisons les lobbyistes de l'Assemblée nationale

Parce que l'influence du lobbying au sein des parlements, peu connue, suscite beaucoup de fantasmes, [Transparence International France et Regards Citoyens s'associent](#) pour mieux connaître les lobbyistes de l'Assemblée nationale. Depuis 2007, plus de 15 000 personnes ont été auditionnées dans le cadre de rapports parlementaires.

Pour mieux qualifier ces données, nous avons besoin de vous !

Pour nous aider à cartographier ces acteurs, il vous suffit de saisir, dans le formulaire ci-dessous, le nom de la personne, identifié dans un cadre rouge, son employeur ou l'organisme qu'elle représente, ainsi que sa fonction :

Statistiques

[Etre averti](#)
[Connexion](#)


Top Contributeurs

1. Nicoz (1601)
2. aline250 (1501)
3. versailai... (1184)
4. moira (1048)
5. [Nanostelia](#) (839)

[voir le Top 50](#)

Extrait d'un [rapport parlementaire](#) :

du développement et de l'aménagement durables

- M. Jean-Claude GAZEAU, Président de la Mission interministérielle de l'effet de serre (MIES)
- M. Roger GOUDIARD, Directeur du département Asie à l'Agence française de développement (AFD)
- M. Yorik PELHATE, Chargé des relations avec le Parlement et les institutions d'Air France
- Mme Annick PERRIMOND-DU BREUIL, Directrice des relations institutionnelles d'EADS
- M. **Philippe de SAINT-AULAIRE**, Directeur Environnement d'Airbus
- M. Philippe ROSIER, Directeur général de "Rhodia Energy Services",
- M. Bertrand SALLÉ DE CHOU, Directeur des affaires publiques, Rhodia

Sexe

☐ Homme ☐ Femme

Prénom et Nom

Philippe de SAINT-AULAIRE

Merci de ne pas saisir le titre, le grade ou toute information qui ne soit pas le nom et le prénom.

Fonction

Si plusieurs fonctions, choisissez celle qui vous semble la plus importante.

Organisation / employeur

Merci d'indiquer le nom complet et son éventuel acronyme.

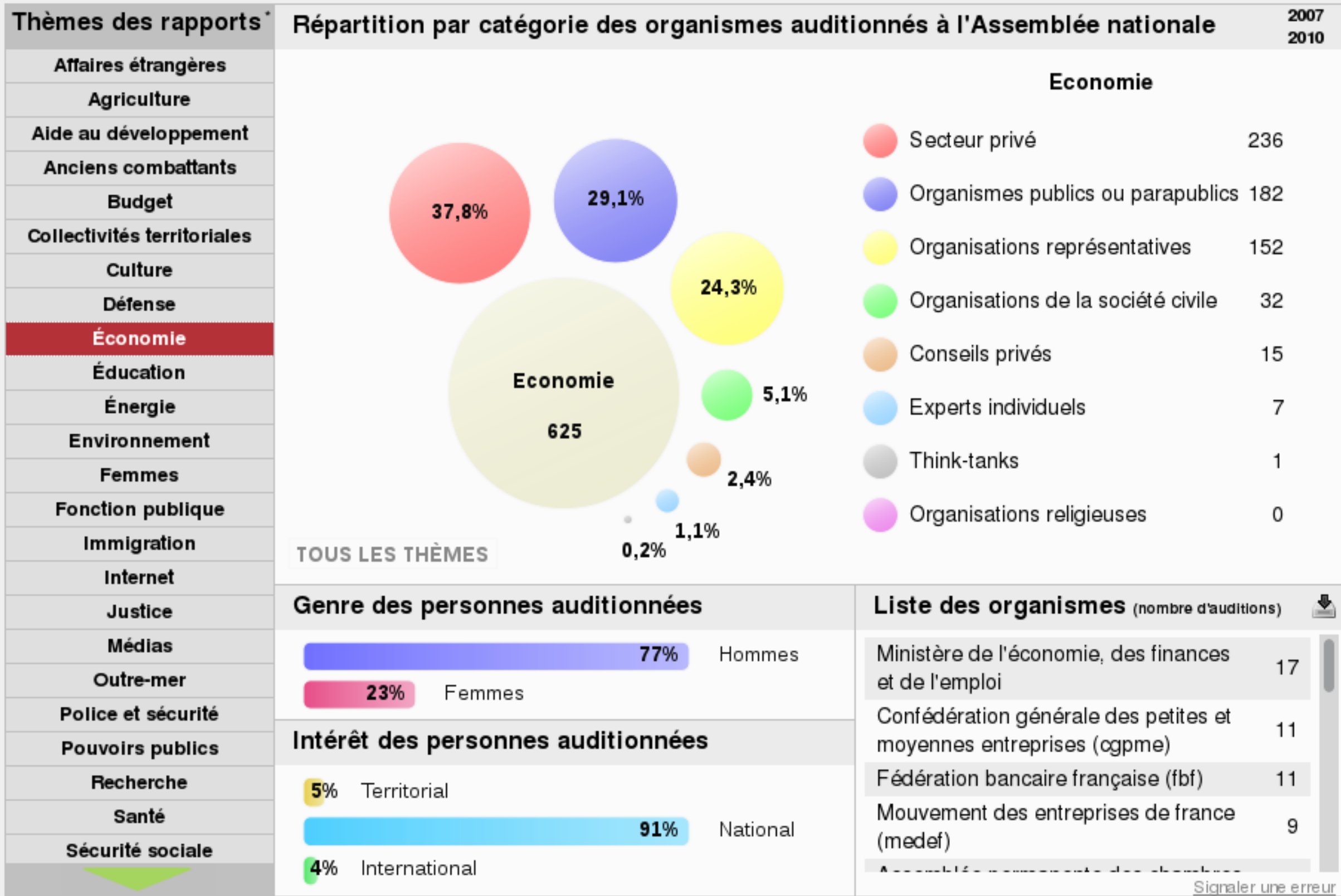
Enregistrer

[Pas une personne / personne pas auditionnée - signaler une erreur](#)

Numérisation terminée !

représentants d'intérêt inscrits en mars 2011 au [registre officiel de l'Assemblée nationale](#) !

Néanmoins, des listes d'auditions n'ont pu être trouvées que dans 38% des rapports produits en trois ans. Cette étude, malgré ses aspects inédits, ne révèle encore qu'une partie émergée de l'iceberg des nombreuses formes et voies que prend le lobbying à l'Assemblée nationale. Les sujets en débat public sont souvent complexes, parfois techniques et nécessitent de confronter une pluralité de points de vue. Le Parlement doit adopter des mesures pour que les rencontres entre parlementaires et société, comme les arguments, soient simplement connus.



* : La qualification des thèmes retenue est celle élaborée par l'Assemblée nationale sur ses rapports

[Comparer ces données avec les organisations enregistrées au registre de l'Assemblée](#)

OPEN DATA

(CC) BY-SA

[Mentions légales](#) - [Contact](#)





Lumière sur Sunshine

Ce que les labos donnent à nos médecins

Open Data sur les cadeaux et contrats versés par les laboratoires pharmaceutiques
aux praticiens de santé entre janvier 2012 et juin 2014

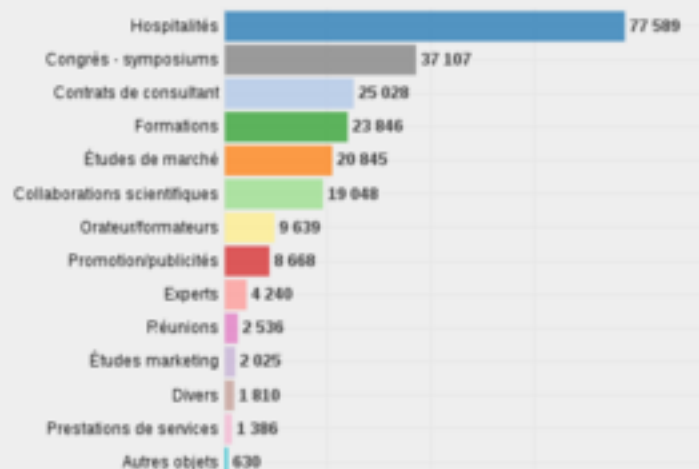
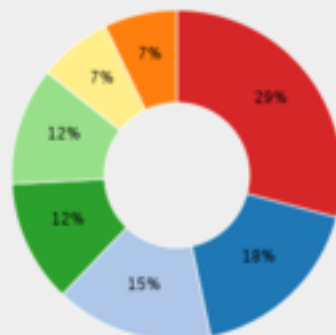


2 527 854 cadeaux
soit 244 572 645 €
entre janvier 2012 et juin 2014



235 455 contrats
soit XXX XXX XXX €
entre janvier 2012 et juin 2014

● Repas ● Hospitalités ● Transports
● Hébergements ● Congrès ● Dons
● Autres types de cadeaux



Les cookies assurent le bon fonctionnement de nos services. En utilisant ces derniers, vous acceptez l'utilisation des cookies. [En savoir plus](#)

OK

La République numérique en actes

Écrivons ensemble la loi numérique

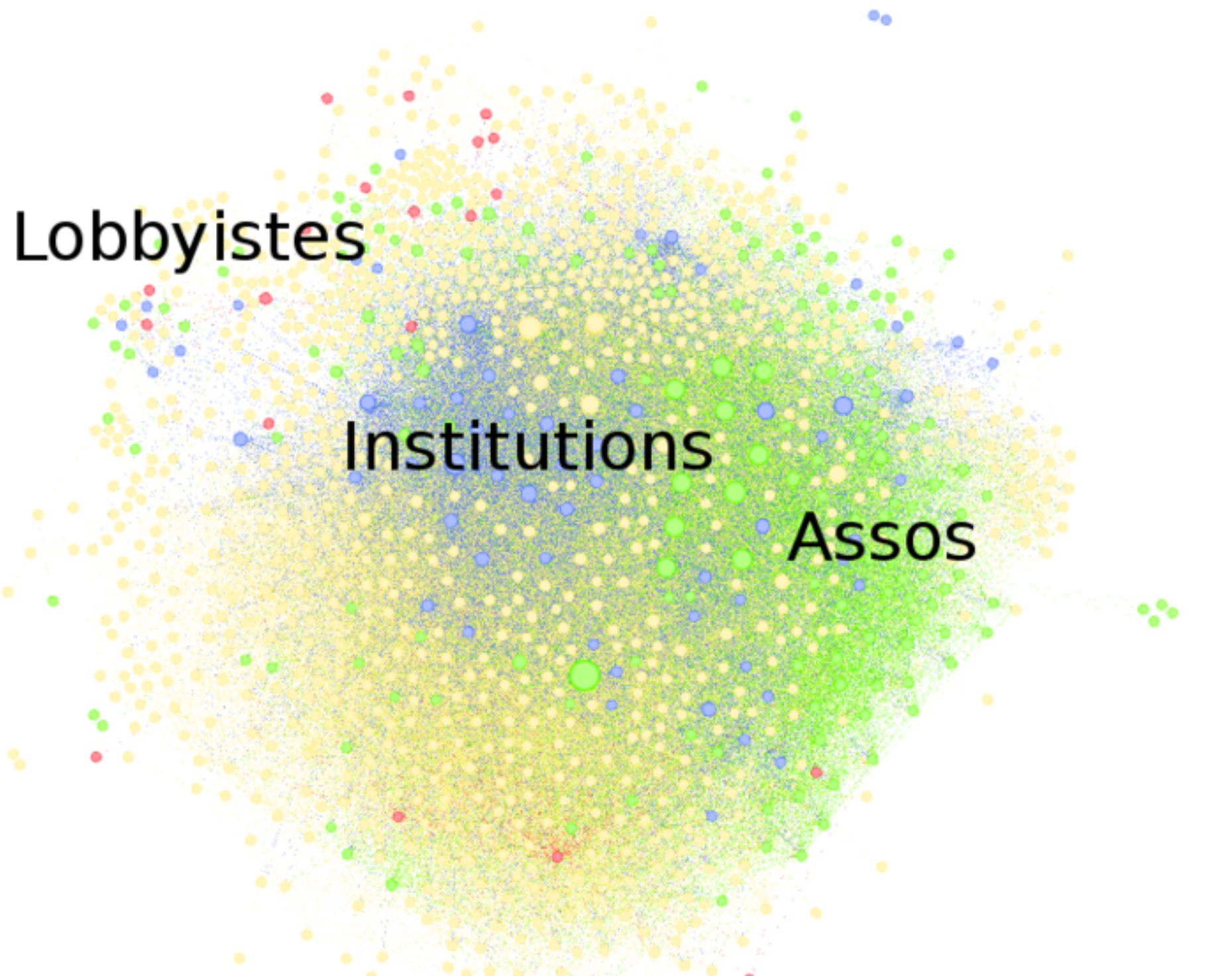
#Contribuer

© gouvernement.fr

Le projet de loi pour une République numérique

Le numérique et ses usages sont au cœur d'un vaste mouvement de transformation de notre économie, de redéfinition de nos espaces publics et privés, et de construction du lien social. Les conséquences de ces évolutions sont dès à présent globales, et dessinent l'avenir de l'ensemble de notre société. La République du 21^e siècle sera nécessairement numérique : elle doit anticiper les changements à l'œuvre, en saisir pleinement les opportunités, et dessiner une société conforme à ses principes de liberté, d'égalité et de fraternité.

[Découvrir la loi numérique en 9 dessins](#) (dont un burger et une fusée)



Lobbyistes

Institutions

Assos



RegardsCitoyens.org





Search GitHub

[Pull requests](#) [Issues](#) [Gist](#)



Working with your organization just got easier
New customizable member privileges, fine-grained team permissions, and improved security

[Take the tour](#)



Regards Citoyens

France <http://www.regardscitoyens.org/>

Repositories

[People](#) 22

[Teams](#) 9

[Settings](#)

Filters ▾

Find a repository...

[+ New repository](#)

AFP-AN-RSS

RSS pour les dépêches AFP de l'Assemblée nationale

Updated an hour ago

Shell ★ 3 1

banque

Comptes publics de l'association Regards Citoyens

Updated 4 hours ago

Shell ★ 0 0

twitter-parlementaires

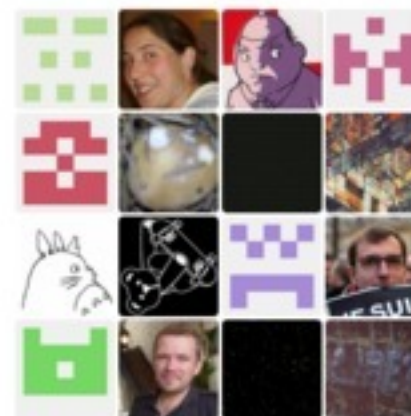
Annuaire des comptes Twitter des parlementaires

Updated 7 hours ago

Python ★ 4 0

People

22 >



[Invite someone](#)

105 sais pas comment toute tier est gère niveau regions...

106

107 **PRÊTS**

108

109 Le groupe écolo au Parlement #EU publie via un outil libre de TI tous ses rdv avec des
lobbies [#meeting](https://lobbycal.greens-efa-service.eu/#meeting) #transparence

110 +1+1+1

111 plot a reformuler pour meilleure presentation via JuliaReda <https://juliareda.eu/2015/12/transparence-du-lobbying/>

112 Task #8 scheduled at 10/12 10:25

113 Grâce à LobbyCal, des députés EU publient tous leurs RDVs avec des lobbies
<https://juliareda.eu/2015/12/transparence-du-lobbying> <https://lobbycal.greens-efa-service.eu/#meeting> #transparence

114

115 ask #9 scheduled at 10/12 11:56 :

116 Les transports en commun @CTS_Strasbourg lancent leur #OpenData... accessible
uniquement après inscription mail... <http://www.cts-strasbourg.eu/fr/portail-open-data/> #Fail

117 +1+1+1

118

119 Task #10 scheduled at 10/12 13:56

120 impressionnant travail de vérification des promesses électorales par les @Decodeurs sur le
@LeMondeFr <http://data.blog.lemonde.fr/2015/12/03/bilan-des-regions-comment-nous-avons-verifie-un-millier-de-promesses-electorales/> #Régionales

121 +1+1+1

122

123 mbakatre (908 followers): article sur atelier #opendata organisé par @anptic
@OpenDataBurkina <http://ln.is/lefaso.net/iskMk> #wili @pzwsK @Etalab @LizCarolyn
@MalickLingani — <https://twitter.com/mbakatre/status/674322176019963908>

124 [rt https://twitter.com/mbakatre/status/674322176019963908](https://twitter.com/mbakatre/status/674322176019963908)

125 +1+1

126

127 SunFoundation (45234 followers): Congress is poised for a big leap in opening up legislative
data: <http://congressionaldata.org/congress-poised-for-leap-to-open-up-legislative-data/> via
@congressdata <https://twitter.com/SunFoundation/status/674334611531366400/photo/1> —
<https://twitter.com/SunFoundation/status/674334611531366400>

128 [rt https://twitter.com/SunFoundation/status/674334611531366400](https://twitter.com/SunFoundation/status/674334611531366400)

129 +1+1

130

131 **POUR PANTOUFLEURS**

132

133 http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/11/17/ces-commissaires-europeens-qui-passent-dans-le-prive_4524910_3234.html

134 http://www.arretsurlimages.net/breves/2014-12-09/Coup-d-arret-Taxe-Tobin-le-pantouflage-en-cause_Madisonart.id19290

teymour

fmassot

Gabriel

Roux

Roux_taff

tar

Share this pad

October 29, 2015

cboutet unnamed pense à dire qui tu es :) et 10:01
éventuellement à changer de couleur la tienne est
très proche de celle de fmassot

November 30, 2015

cboutet fmassot t'arrives à te connecter sur le #58
chan ?

December 10, 2015

Chat:



www.RegardsCitoyens.org

@RegardsCitoyens

#regardscitoyens on irc.freenode.net